

Brésil/A son procès en destitution

Dilma Rousseff dénonce un "coup d'Etat"

AFP
Brasilia/Brésil

Une plaidoirie de la dernière chance qui ne devrait toutefois rien changer à un sort qui paraît scellé.

LA présidente du Brésil Dilma Rousseff a dénoncé hier un "coup d'Etat", se disant victime d'un procès "injuste et arbitraire", dans une plaidoirie de la dernière chance devant le Sénat avant sa probable destitution ce mardi ou demain.

"Je viens pour vous regarder dans les yeux, messieurs les sénateurs, et dire que je n'ai commis aucun crime de responsabilité, je n'ai pas commis les crimes pour lesquels je suis jugée injustement et arbitrairement accusée", a déclaré la dirigeante de gauche, l'air sombre face à l'hémicycle.

Vêtue d'une jupe noire et d'une veste grise ornée de fleurs brodées, Mme Rousseff a fustigé "un coup d'Etat pour élire indirectement un gouvernement usurpateur" et rappelé qu'elle avait été élue par 54 millions de Brésiliens.

"Nous sommes à un pas d'une grave rupture institutionnelle, de la concrétisation d'un authentique coup d'Etat", a-t-elle lancé sur un ton combatif. "Votez contre l'impeachment, votez pour la démocratie", a conclu Mme Rousseff, au terme d'un plaidoyer de 30 minutes.

A son arrivée vers 12H00 GMT (13H00 au Gabon), elle avait été accueillie par plusieurs centaines de ses partisans qui scandaient "Dilma, guerrière de la patrie brésilienne !" avec des pancartes du Parti des travailleurs (PT) et des fleurs à lui remettre en guise d'encouragement.

"Je suis venu pour défendre nos droits, les droits que les putschistes veulent nous arracher. Tout ça, c'est une farce, un complot de la droite", a témoigné l'un d'eux, Luis Saraiva, employé d'un commerce de 43 ans. Même si tous les pronostics lui sont défavorables, l'ex-guérillera de 68 ans, emprisonnée et torturée sous la dictature militaire (1964-1985), est venue à ce rendez-vous historique "décidée, préparée pour la bataille", a déclaré aux journalistes le député Silvio Costa (PT do B, parti allié du PT).

CHICO BUARQUE ET LULA. Pour affronter les sénateurs, dont plus des deux tiers requis sont favorables à l'"impeachment" selon les comptages des médias, elle était accompagnée de son mentor politique, l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), du célèbre chanteur-compositeur engagé à gauche Chico Buarque, et d'une douzaine d'anciens ministres. Depuis des mois, la première femme élue à la tête du Brésil en 2010 clame son



Photo : AFP

La Présidente suspendue du Brésil qui a assuré sa défense à son procès en destitution.

innocence et dénonce un complot ourdi par le principal bénéficiaire de la manœuvre : son ancien vice-président devenu rival, Michel Temer (PMDB, centre droit), 75 ans.

M. Temer assure l'intérim depuis sa suspension le 12 mai par un vote de plus des deux tiers des sénateurs. Si Mme Rousseff est destituée, il assumera officiellement la présidence jusqu'à la fin de son mandat et les prochaines élections présidentielle et législatives fin 2018. A l'issue de son discours, Mme Rousseff a accepté les questions des parlementaires, dont plus de la moitié sont soupçonnés de corruption ou visés par une enquête. Devaient suivre de longs débats et le vote final, attendu aujourd'hui ou demain. Un "oui" des deux tiers des sénateurs - 54 sur 81 - est requis pour prononcer la

destitution. Si Mme Rousseff est écartée du pouvoir, elle ne pourra plus occuper de fonctions publiques pendant huit ans. Si elle est innocentée, cette économiste dont la popularité stagne à 13% retrouvera son mandat.

AMBIANCE HOULEUSE. Dans une ambiance souvent houleuse, les sénateurs ont débattu depuis jeudi, sous la direction du président du Tribunal suprême fédéral (STF) Ricardo Lewandowski, sur le "crime de responsabilité" reproché à la présidente : le maquillage des comptes publics pour dissimuler l'ampleur du déficit et l'approbation de crédits engageant des dépenses sans l'approbation du Parlement. Elle a commis "la plus importante fraude fiscale de l'histoire du pays", a clamé le sénateur Cassio Cunha Lima

(PSDB-PB, droite). "Il n'y a rien d'illégal" dans ces agissements, a rétorqué l'ex-ministre de l'Economie Nelson Barbosa, entendu comme témoin.

Tous ses prédécesseurs ont eu recours à ces pratiques, sans être inquiétés. Mais alors que la première économie d'Amérique latine traverse une récession historique, avec 11 millions d'habitants au chômage et un déficit budgétaire de plus de 45 milliards de dollars, le climat politique s'est brutalement tendu. La grogne sociale s'est envenimée avec le méga-scandale de corruption au sein du géant étatique pétrolier Petrobras, qui éclabousse tout autant le PT que le parti de M. Temer et la majeure partie de l'élite politique.

Et même l'étoile de Lula, un temps pressenti pour une nouvelle candidature en 2018, a pâli : l'emblématique ex-ouvrier devenu président a été inculpé de tentative d'entrave à la justice, corruption passive et blanchiment d'argent dans l'affaire Petrobras. Tout aussi impopulaire que sa rivale, Michel Temer hériterait si elle est destituée d'un pays terni par la crise et la corruption. Dès aujourd'hui ou demain, il s'enverra en Chine pour un sommet du G20 où il compte bien redorer le blason du géant latino-américain.

A travers le monde

• Belgique/Justice. Un centre scientifique incendié en pleine nuit

Le principal centre scientifique de la justice à Bruxelles a été volontairement incendié dans la nuit de dimanche à hier par des inconnus qui auraient pu essayer de "faire disparaître" des preuves, ont annoncé les autorités judiciaires.

• Espagne/Politique. Les socialistes bloqueront l'investissement de Rajoy



Photo : AFP

Les socialistes espagnols ont confirmé hier qu'ils voteraient non au maintien au pouvoir du conservateur Mariano Rajoy, augmentant le risque que les Espagnols doivent retourner aux urnes pour la troisième fois en un an.

• Irak/Conflit. Des avions turcs bombardent des positions du PKK

Des avions de combat turcs ont bombardé hier des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

• Ouzbékistan/Politique. Le président en réanimation après une hémorragie cérébrale

Le président septuagénaire de l'Ouzbékistan Islam Karimov, à la tête de ce pays d'Asie centrale depuis plus d'un quart de siècle, se trouve en réanimation à la suite d'une hémorragie cérébrale, a annoncé hier l'une de ses filles.

• Pakistan/Justice. La Cour suprême valide des condamnations à mort contestées

La Cour suprême du Pakistan a confirmé en appel hier les peines de mort infligées à seize civils jugés pour terrorisme par des tribunaux militaires contestés.

• Proche-Orient/Paix. La disponibilité des Palestiniens

Les Palestiniens se sont dit prêts hier à prendre part "à toute initiative" de relance de l'effort de paix avec les Israéliens, tout en répétant leur attachement à l'idée française de conférence internationale alors que les spéculations sur une médiation russe vont bon train.

Yémen/Attentat suicide

71 morts à Aden

AFP
Aden/Yémen

Derrière ce carnage - on dénombre également 98 blessés -, le groupe Etat islamique.

AU moins 71 personnes ont été tuées et 98 blessées hier à Aden dans un attentat suicide du groupe Etat islamique (EI) ayant visé de jeunes recrues de l'armée yéménite qui combat à la fois des rebelles chiites et des jihadistes sunnites.

L'attaque à la voiture piégée est la plus sanglante à endeuiller la grande ville du sud du Yémen depuis son retour dans le giron du gouvernement en juillet 2015. Elle illustre les difficultés qu'ont les autorités à rétablir la sécurité à Aden, pourtant déclarée "capitale provisoire" du Yémen.

L'EI a rapidement revendiqué l'attaque en louant l'"opération martyre" menée par un de ses combattants contre "un centre de recrutement de l'armée", a rapporté l'agence Amaq, organe de propagande de l'EI. De 11 morts, le bilan du car-

nage est vite monté à 18, puis à 40, pour s'établir à 71 dans l'après-midi, selon les trois principaux établissements hospitaliers de la ville. A lui seul, l'hôpital de Médecins sans frontières (MSF) a indiqué dans un tweet avoir reçu 45 morts et 60 blessés.

Selon des sources de sécurité, l'explosion s'est produite dans la cour d'une école à la sortie nord d'Aden. Les recrues terminaient les formalités pour rejoindre un groupe de 5 000 soldats devant être formés pour aller combattre les rebelles chiites Houthis dans le nord, selon des sources militaires. Le kamikaze a alors profité de l'entrée d'une camionnette de livraison pour lancer son véhicule contre le rassemblement, ont indiqué des témoins.

La déflagration a été si forte qu'elle a provoqué l'effondrement d'un toit d'une salle de classe sur de nombreuses recrues", a précisé un responsable de sécurité. Des débris de véhicule jonchaient le sol, tandis que les murs étaient maculés de sang.

MULTIPLES ATTAQUES. Les jihadistes ont multiplié les attentats à Aden ces derniers mois en dépit de nom-



Photo : AFP

Vue d'un immeuble en ruines après l'attentat suicide ayant fait 71 morts à Aden.

breux plans pour sécuriser la ville.

Le dernier d'entre eux a coûté la vie le 20 juillet à quatre policiers et a été revendiqué par l'EI.

Le 6 juillet, les forces gouvernementales, soutenues par une coalition arabe, avaient délogé des jihadistes d'une base militaire d'Aden contre laquelle ils avaient perpétré un double attentat puis lancé un assaut. Al-Qaïda dans la péninsule arabe (Aqpa) avait revendiqué ces attaques qui avaient tué dix soldats.

En mai, l'EI avait déjà revendiqué une double attaque contre des recrues de l'armée et une base militaire à Aden (41 morts) et un attentat suicide contre de jeunes

recrues de la police dans le sud-est, à Moukalla (41 morts).

Les groupes jihadistes ont renforcé leur présence dans le sud et le sud-est du Yémen en profitant du conflit qui oppose depuis 2014 les Houthis, venus du nord, au gouvernement du président Abd Rabbo Mansour qui a été chassé de la capitale Sanaa.

En mars 2015, l'Arabie saoudite a pris la tête d'une coalition arabe pour enrayer l'avancée des Houthis iraniens qui, alliés aux partisans de l'ex-président déchu Ali Abdallah Saleh, étendaient leur emprise sur le Yémen.

L'attentat d'hier intervient sur fond de blocage du pro-

cessus de paix entre rebelles et gouvernement après l'échec le 6 août de négociations de paix organisées à Koweït par les Nations unies.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a proposé jeudi dernier une nouvelle approche pour résoudre le conflit sur la base de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Les Houthis ont cependant poursuivi leurs tirs de roquettes sur le sud de l'Arabie saoudite, tuant dimanche trois enfants saoudiens et blessant 9 autres personnes.

La coalition sous commandement saoudien a elle aussi continué ses raids aériens dont l'un a coûté la vie à huit civils yéménites (trois femmes et une fillette et quatre hommes) hier au nord de Sanaa, selon des sources et des témoins. La Croix-Rouge a toutefois réussi à acheminer par avion une cargaison d'insuline pour diabétiques, en affirmant que cela aiderait à "atténuer les souffrances de quelque 900 000 malades".